



Une charte commune pour la lutte collective

L'analyse partagée et l'appel à l'action

Novembre 2016

الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC

Cette charte a été confirmée par les membres du Réseau-DESC au cours de leur réunion mondiale de stratégie (15-19 novembre 2016) comme étant une analyse partagée sur les conditions communes accroissant les inégalités et conduisant à l'appauvrissement et aux dépossessions des communautés dans le monde. La Charte fournit une vue d'ensemble des forces mondiales ayant un impact sur les personnes vivant dans les zones rurales et urbaines de toutes les régions du monde. Elle contient aussi une vision naissante de la mise en place d'une unité dans les combats et conclut sur les éléments initiaux de consensus en lien avec les demandes collectives de justice pouvant façonner une campagne mondiale ou des actions coordonnées en lien avec la mission du Réseau-DESC "de construire un mouvement mondial pour que les droits humains et la justice sociale soient une réalité pour tous."

La Charte a d'abord été élaborée par le groupe de travail sur les mouvements sociaux et les organisations de base du réseau au cours d'une série de réunions s'étalant sur une année. Suite à la diffusion d'une ébauche initiale entre les groupes de travail thématiques du Réseau-DESC en juin 2016, et l'intégration des contributions fournies par ces membres, la Charte commune pour une lutte collective a été présentée et discutée lors de la réunion mondiale de stratégie, qui a eu lieu à Buenos Aires en Argentine, afin de contribuer à une analyse commune des défis collectifs et des conditions mondiales et de façonner le plan stratégique à venir du Réseau.

Les conditions communes et les défis partagés

Afin de déterminer l'importance et les éventuels paramètres d'une campagne mondiale, cette section décrit brièvement certaines des principales caractéristiques des modèles sociaux, économiques et politiques qui entravent la réalisation des droits humains.

La paupérisation et la dépossession au milieu de l'abondance

Nous vivons dans l'économie la plus productive de l'histoire de l'humanité, avec suffisamment de ressources pour nourrir, loger et éduquer tous les êtres humains, mais les ressources ne sont pas utilisées pour répondre à ces besoins. Au contraire, il y a un écart croissant en terme de richesse qui concentre les ressources et la capacité de production du monde dans les mains de quelques-uns tandis que la majorité est confrontée à la paupérisation et à la dépossession. En outre, de nombreuses personnes ont été amenées à croire que les conditions de vie déplorables dans lesquelles elles luttent pour survivre, ou qui poussent les migrants à se déplacer, sont le résultat de leurs mauvaises décisions. « Nous devons briser le mythe selon lequel la pauvreté est auto-infligée »,¹ ou une sorte de sous-produit inévitable de notre économie mondiale.

Il ne fait aucun doute que ce modèle économique s'est intensifié au cours des dernières décennies. Initialement expérimenté au Chili, au Royaume-Uni et aux États-Unis, puis appliqué globalement par des politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et une série d'accords commerciaux et d'investissement, la rhétorique, la réglementation et les politiques «néolibérales» ont créé une fausse dichotomie entre la liberté et l'égalité en préconisant que les marchés libres de toute ingérence gouvernementale permettraient d'allouer les ressources de manière plus efficace et d'assurer la croissance économique. Ces politiques ont favorisé la déréglementation pour les élites, la réduction des impôts et des dépenses publiques, la privatisation des biens et des services publics et la « flexibilité » des marchés du travail. La déréglementation du marché du travail a entraîné l'expansion du secteur informel, la suppression des salaires², une détérioration généralisée des conditions de travail et un affaiblissement du pouvoir de négociation salariale qui a poussé les travailleurs et en particulier les travailleuses à occuper un emploi précaire.³ Ces formes d'exploitation sont accompagnées de dépossession tant dans les zones rurales que urbaines.

¹ Bob Zellner, du mouvement Forward Together Moral Mondays des USA, lors de la réunion du Groupe de travail des mouvements sociaux à Biloxi, au Mississippi, du 15 au 19 septembre à 2015

² Ida Le Blanc de NUDE, Trinité et Tobago, et Melona Daclan Repunte, Defend Job, Philippines, Millerton, NY, 8-11 juin, 2016

³ Organisation internationale du Travail (OIT), "Tendances mondiales de l'emploi des femmes", Organisation internationale du Travail : Genève, décembre 2012.

Le système économique actuel, contrairement à promouvoir la liberté, traite les personnes et la nature comme des marchandises et criminalise souvent les pauvres.⁴ Que ce soit via des gouvernements autocratiques, l'imposition de fonctionnaires non élus dans des municipalités en difficulté ou des accords internationaux négociés à huis clos, les droits à la participation politique - qui sont interdépendants des DESC - sont constamment érodés dans de nombreuses situations. Les réglementations du travail, de l'environnement et des droits humains sont considérées comme des obstacles aux marchés libres et sont progressivement affaiblies. Parallèlement, la poursuite du profit des entreprises est subventionnée par des exonérations fiscales accordées par les gouvernements qui se font concurrence afin d'attirer l'investissement et l'évasion fiscale des entreprises qui délocalisent artificiellement les bénéfices vers des destinations fiscales ou des paradis fiscaux moins onéreux. Les gouvernements se retrouvent par conséquent avec une diminution des recettes publiques et / ou une dette croissante. L'innovation technologique et la capacité de production ont augmenté, mais elles ont été accompagnées d'une hausse du chômage et du sous-emploi, de la stagnation des salaires réels, de l'aggravation des inégalités et des crises économiques et écologiques qui ont alimenté les migrations, les troubles sociaux et le militarisme. En substance, « nous ne sommes pas pauvres ; on nous rend pauvres. Nous ne pouvons pas lutter contre la pauvreté, mais nous devons lutter contre ce qui nous appauvrit ». ⁵ En d'autres termes, les règles du système économique mondial permettent à un petit nombre de personnes de jouir du profit, tandis que la majorité (dans les zones rurales et urbaines) est confrontée à des menaces croissantes à leurs moyens de subsistance et à leur capacité d'exercer les droits économiques, sociaux et culturels.

Dans de nombreux pays du monde, les femmes sont confrontées à des impacts différents et disproportionnés de ces processus, menant à ce que l'on appelle souvent la « féminisation de la pauvreté ». Les femmes se voient fréquemment refuser l'accès à la terre, au financement et à d'autres ressources productives et travaillent souvent dans des secteurs sous-évalués par le marché du travail officiel. Leurs contributions sont fréquemment rendues invisibles et leurs accès aux services essentiels, tels qu'aux soins de santé et à l'éducation, sont souvent inexistantes. Suite aux conflits, aux migrations provoquées par la nécessité économique et à d'autres processus, de nombreuses familles rurales sont dirigées par des femmes chefs de famille, mais elles ne jouissent pas d'une pleine reconnaissance. Victimes de harcèlement sexuel et d'autres formes de violence, les femmes se retrouvent souvent dans la spirale descendante de la paupérisation et sans la capacité d'effectuer un changement durable de leur situation.

L'intensification du système économique mondial axé sur le marché représente par conséquent de graves menaces pour les droits humains, les moyens de subsistance viables, la durabilité environnementale et la dignité humaine au Nord comme au Sud. Aux États-Unis, par exemple, «

⁴ Herman Kumara, National Association of Fisherfolk Solidarity Organization, Sri Lanka, Millerton, NY, 8-11 juin, 2016

⁵ Mkhalseni (Ndaboh) Mzimela of Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015.

le capitalisme est en train de dévorer sa classe moyenne ». ⁶ Ce système tend à exploiter les crises (le changement climatique, le terrorisme, la faim dans le monde) afin de maximiser davantage les profits et de concentrer le pouvoir entre les mains d'une élite de plus en plus restreinte. Il est aidé par la manipulation de l'opinion publique, souvent par l'intermédiaire de médias contrôlés par les États et / ou les intérêts commerciaux, qui suggèrent fréquemment qu'un système fondé sur la recherche du profit conduit au bonheur, insinuant que ceux qui remettent en question ce paradigme sont des criminels. ⁷

L'emprise des entreprises de l'État

Bien que ce modèle économique se soit intensifié, il demeure néanmoins bâti sur de longues histoires de dépossession et d'exploitation. Les intérêts commerciaux du colonialisme, de l'esclavage et de l'impérialisme dépendaient du soutien gouvernemental ; nous assistons actuellement au phénomène croissant de « l'emprise des entreprises », à travers lequel une élite économique porte atteinte à la réalisation des droits humains et à la durabilité environnementale en exerçant une influence indue sur les institutions publiques et les décideurs nationaux et internationaux. Cela a été en partie facilité par des réductions considérables des dépenses publiques et par une augmentation du recours aux acteurs du secteur privé pour fournir des services essentiels qui relèvent de la compétence des États (éducation, soins de santé, distribution de l'eau, etc.). Les entreprises, les institutions financières et les investisseurs ont souvent compté sur la complicité des États afin de tirer et de maximiser les profits. Depuis la généralisation du modèle économique néolibéral dans les années 1980, de nombreux pays ont vu des acteurs privés privilégiés s'emparer de plus de pouvoir au sein du système politique. Ce modèle trouve son expression dans des accords de commerce et d'investissement influencés par les intérêts du capital mondial afin de permettre le pillage des biens communs ou des ressources naturelles et la mise à disposition d'une main-d'œuvre bon marché. Cela a conduit à un « nivellement vers le bas » qui mine la réglementation et dresse les communautés ou les travailleurs les uns contre les autres dans toutes les régions.

En bon nombre d'endroits, cela a conduit à un changement du rôle de l'État, qui est devenu « un appareil du capital mondial » au lieu d'un régulateur de l'intérêt public. ⁸ Dans certains pays, les dirigeants communautaires luttant en première ligne pour la justice sociale sont confrontés à un état policier corporatif, ⁹ qui « est de plus en plus disposé à utiliser la police et l'armée pour défendre les intérêts du capital plutôt que ceux du peuple ». ¹⁰ Malgré des décennies de « responsabilité sociale des entreprises » volontaire et de protections légales apparentes dans certains contextes, les communautés doivent souvent livrer de grands combats, ne serait-ce que

⁶ Kindra Arnesen, Bridge the Gulf, USA, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

⁷ Leonardo Pereira Xavier, Movimento Sem Terra, Brasil, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

⁸ Liz Theoharis, Kairos Center for Religions, Rights and Social Justice, USA, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

⁹ Francisco Rocaël, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

¹⁰ Melona Daclan Repunte, Defend Job, Philippines, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

pour sécuriser l'information et participer aux décisions affectant leur avenir, ou pour accéder à la justice lorsqu'ils sont confrontés à des violations systématiques des droits humains.

Augmentation de l'inégalité

Aujourd'hui le monde se caractérise par des niveaux d'inégalité effrayants. Comme l'a signalé Oxfam, « le fossé entre les riches et les pauvres est plus abyssal que jamais. Le Crédit Suisse a récemment révélé que les 1% les plus riches avaient désormais accumulé plus de richesse que le reste de la population mondiale, soit une année plus tôt que ce qu'avait prédit Oxfam dans une communication largement diffusée en amont du Forum économique mondial de 2015. Parallèlement, les richesses détenues par la moitié la plus pauvre de l'humanité ont chuté de mille milliards de dollars au cours des cinq dernières années ».¹¹ À une époque où quelques individus et entreprises privilégiés ont accumulé plus de richesses que des pays entiers et où il est de plus en plus courant que les services publics essentiels ne soient disponibles que pour ceux qui ont le pouvoir de les financer, le fossé entre les riches et les pauvres a atteint des proportions inacceptables.

Cette inégalité économique a souvent été justifiée et maintenue par les divisions créées par la société, les stéréotypes sexistes, le racisme et la discrimination à l'égard des groupes minoritaires ainsi que par d'autres formes de peurs et de préjugés. Des histoires d'oppression, fréquemment étroitement liées à l'exploitation et à la dépossession, expliquent que les femmes et certains groupes (notamment les communautés autochtones et d'ascendance africaine, les migrants et les réfugiés, les personnes handicapées et bien d'autres) soient affectés de manière disproportionnée par la pauvreté et soient exclus du processus de prise de décision, ce qui intensifie l'inégalité économique ou ajoute des inégalités complexes. L'attention portée à l'égalité réelle - au-delà de l'égalité juridique ou formelle- doit insister sur la manière dont sont positionnés les différents groupes au sein des sociétés en vertu des règles et des structures qui se sont formées au fil du temps. Par exemple, les femmes continuent d'assumer une charge disproportionnée du travail (non rémunérée) de garde des enfants ou des personnes âgées, tandis que les employés domestiques (principalement des femmes, souvent migrantes) subissent une exploitation chronique avec peu de protections au travail. Des lois et politiques apparemment neutres peuvent ne pas parvenir à garantir la justice, l'inclusion et le bien-être matériel de tous les groupes.

Dégradation des écosystèmes et changement climatique

Les forces économiques mondiales qui ont élargi le fossé entre les riches et les pauvres ont privatisé et concentré les ressources productives et naturelles du monde entre les mains d'une petite minorité. Ils ont entraîné une augmentation de la consommation, facilitée par

¹¹ Oxfam, 2016 "Une économie au service des 1%: Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme"
https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp210-economy-one-percent-tax-havens-180116-fr.pdf

l'obsolescence programmée des biens et des technologies, vitale pour la croissance économique et le profit, tout en traitant la nature comme une simple marchandise. Cela a contribué à la destruction de forêts, de rivières et de parties de nos océans, dont dépend la survie de nombreuses personnes, ainsi qu'à la contamination de l'air. Ceci a également déstabilisé le climat mondial, menaçant gravement la capacité d'innombrables personnes - et de leurs enfants - à exercer pleinement leurs droits humains. « La capacité de l'environnement à assurer le maintien de la vie est menacée par le changement climatique, sans doute le symptôme le plus évident d'un système guidé par la recherche de profit et non pas par l'intérêt public ».¹²

Compte tenu des niveaux actuels de CO2 dans l'atmosphère, bien supérieurs aux niveaux présents sur la planète depuis deux millions d'années, la température mondiale est aujourd'hui plus élevée qu'elle ne l'a été au cours des 115 000 dernières années. Le réchauffement de l'océan profond fait fondre les glaciers, pousse les poissons et la faune marine vers les pôles à un rythme sans précédent, et fait monter le niveau de la mer plus rapidement qu'au cours des 2800 dernières années. Le changement climatique a modifié le calendrier des saisons et a engendré des conditions météorologiques extrêmes et imprévisibles, telles que des inondations dévastatrices, des courants d'air et d'autres phénomènes. En fait, ces changements ont affecté de façon disproportionnée les populations les plus pauvres de la planète, notamment celles qui vivent de la terre ou vivent dans des logements précaires ou des zones côtières de faible altitude. Ces impacts se font généralement plus fortement sentir dans des lieux éloignés aux sources originales d'émissions de carbone ou par les pauvres et les marginalisés dans les pays riches, qui sont négligés en cas de catastrophes naturelles.

Répression croissante

Les mouvements sociaux, les organisations de base et d'autres groupes représentant les personnes qui subissent des violations des droits humains et des menaces visant leur droit de vivre avec dignité sont actuellement confrontés à une intensification de la répression, et, dans certains cas, à une réponse militarisée aux défis qu'ils posent au système dominant. Ces menaces sont perpétrées par des acteurs gouvernementaux, des forces militaires et paramilitaires, des entreprises et le crime organisé qui ont pris pour cible les défenseurs des droits humains en réponse à leur travail de mobilisation des populations pour la défense et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels. Dans certains endroits, les libertés d'association et d'expression des organisations ont été restreintes par l'application de restrictions sur leur capacité à recevoir des fonds ou des autorisations fondamentales pour pouvoir fonctionner. Dans d'autres cas, la loi a été utilisée comme un instrument pour museler la défense des droits humains et criminaliser les défenseurs des droits humains, ainsi que les personnes vivant dans la pauvreté.¹³ Trop souvent, les défenseurs des droits humains ont fait l'objet d'une surveillance (légale ou non) en raison de leur travail. Tel que l'a déclaré la fille de syndicalistes confrontés à de graves

¹² Leonardo Pereira Xavier, Movimento Sem Terra, Brasil, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

¹³ Tchenna Masso, MAB, appel au GTMS, mardi 29 mars 2016

accusations criminelles, « ils sont devenus si agressifs qu'ils tuent nos défenseurs des droits humains ».¹⁴

Au cours du premier trimestre de 2016, le Réseau-DESC a dû répondre chaque semaine à des menaces contre ses membres, notamment de harcèlement, surveillance et poursuite des défenseurs des droits humains, des luttes des organisations de base ou des mouvements sociaux, souvent au nom de la la sécurité ou des intérêts nationaux et justifiées par une prépondérante « culture de l'impunité ».¹⁵

Dans de nombreux pays, cette répression a été étroitement liée à une politique plus vaste qui incite la peur et les préjugés, dans laquelle, les médias, contrôlés par les entreprises et / ou les gouvernements se livrent à la diffamation des individus et parfois de groupes entiers qui réclament leurs droits humains comme s'ils étaient des criminels, des personnes contraires aux intérêts nationaux, des extrémistes et des êtres illégitimes pour d'autres raisons. Dans certains cas, les différences ethniques ou religieuses sont aggravées et utilisées pour diviser les personnes confrontées à des injustices communes. Dans d'autres cas, des personnes et des familles puissantes, dont la position est renforcée par des formes autocratiques de gouvernement et des vestiges d'injustices de l'époque coloniale, ont orchestré (ou ont été complices) des réponses répressives à la défense des droits humains.

Face à ces tendances, d'une part, les membres du GTMS se sont réjouis d'avoir survécu à de telles attaques et ont réaffirmé leur attachement à la solidarité interrégionale en période de menaces. D'autre part, les dirigeants des mouvements sociaux ont souligné le besoin de faire face aux causes profondes qui ont incité les mouvements sociaux à se mobiliser dans un premier temps pour défendre ou promouvoir les DESC, après qu'une nécessaire action de solidarité soit adoptée en réponse à ces menaces.¹⁶ Il s'agit essentiellement d'un appel à aller vers plus de solidarité et à aborder collectivement les conditions communes menant les communautés à lutter pour résister à la dépossession, à la paupérisation et à la destruction de l'environnement, et à faire valoir leur dignité et leur droit au bien-être matériel, à l'autodétermination et à la participation politique.

Points émergents de l'unité dans les luttes

Les mouvements sociaux membres du Réseau-DESC suggèrent « qu'un autre monde est possible et nécessaire, et que nous sommes le moyen pour y parvenir ».¹⁷ Ceci requiert en partie de

¹⁴ Niki Gamara, Defend Job, Philippines, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

¹⁵ Melona Daclan Repunte, Defend Job, Philippines, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

¹⁶ Melona Daclan Repunte, Defend Job, Philippines, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015.

¹⁷ Herman Kumara, National Fisheries Solidarity Organization, Sri Lanka, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

reconnaître que les différents membres du Réseau-DESC sont confrontés à des forces et des intérêts mondiaux communs qui se bénéficient souvent de la paupérisation et de la dépossession d'autrui. « Tout comme le capitalisme est mondialisé, nous devons mondialiser la lutte pour les droits des pauvres ».¹⁸

Revendiquer les droits humains

Les droits humains sont un instrument puissant pour contrer ces tendances, promouvoir la responsabilité et contester le modèle de développement dominant. Cela est dû au fait que les normes relatives aux droits humains sont issues de longues luttes passées. Ainsi, les États ont assumé l'obligation de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits humains au maximum de leurs ressources disponibles et au moyen de la coopération internationale, en garantissant les droits à l'autodétermination et à l'égalité formelle et réelle dans l'exercice de ces droits. Les instruments internationaux, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, plusieurs traités fondamentaux des droits humains et la jurisprudence d'organismes internationaux et régionaux, démontrent qu'il existe des demandes communes en quête d'un monde différent fondé sur les principes d'égalité réelle et de dignité. Atteindre une plus grande prise de conscience des droits humains (notamment des droits économiques, sociaux et culturels) pourrait briser l'isolement des nouvelles luttes des bases qui font face à de puissants intérêts de plus en plus mondiaux. Les droits humains fournissent un cadre commun pour l'analyse et les revendications, qui devra nécessairement se concentrer sur le respect et l'application des normes relatives aux droits humains dans la lutte pour la dignité.

Mise en rapport des luttes menées - un mouvement mondial uni pour faire face à l'injustice, aux inégalités, à la dépossession et à l'exploitation

Les communautés, chacune ayant sa propre histoire, sont de plus en plus exposées à des acteurs, des politiques globales et des pratiques qui perpétuent une crise persistante aggravant l'inégalité, la paupérisation, la destruction de l'environnement et les violations de droits connexes. L'injustice sociale n'est pas uniquement une source de préoccupation dans les zones rurales (ou urbaines). Elle n'apparaît pas seulement dans les zones litigieuses des pays du Sud mondialisé. De nos jours, dans tous les pays il existe des personnes vivant dans la pauvreté, victimes de violations des DESC ou menacées de perdre leurs moyens de subsistance. Bien que ces communautés et mouvements ne soient pas explicitement unis dans une lutte commune, ils partagent des défis fondamentaux, servant de base pour coordonner les activités. Il est possible de créer une campagne plus large pour la réalisation universelle des droits humains en approfondissant l'unité de ces luttes individuelles et en leur montrant les relations qui les relient. D'ailleurs, la seule force pouvant rivaliser avec ce modèle qui favorise les profits privés aux dépens du bien-être public (afin de garantir la responsabilité et, en fin de compte, promouvoir des modèles alternatifs) sera l'action unifiée des communautés et des organisations alliées faisant

¹⁸ Roshan Bhati, Pakistan Fisherfolk Forum, Pakistan, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

collectivement face à la pauvreté, à la dépossession et aux inégalités. Les efforts visant à remettre en question les intérêts intégrés dans nos modèles économiques et sociaux actuels sont susceptibles de :

- **Faire face à l’emprise des entreprises des institutions étatiques et des processus de prise de décision** : Les entreprises et d’autres acteurs du secteur privé, particulièrement dans les secteurs financiers et de l’investissement, travaillant fréquemment en étroite collaboration avec les gouvernements, sont devenus de plus en plus agressifs dans leur quête de profit. Cela constitue un facteur clé de la répression croissante décrite ci-dessus, notamment au fur et à mesure que les communautés se sont mobilisées pour résister à la dépossession et revendiquer leurs droits. Plutôt que de laisser les entreprises, les investisseurs et les autres institutions financières coopter les institutions et les processus étatiques, exploiter les ressources naturelles et amasser de la richesse au détriment des personnes, l’action collective articulée peut, comme l’a dit Gandhi, « pourvoir aux besoins de tous, mais pas à la cupidité de certains ».¹⁹
- **Insister sur les droits, non pas sur les objectifs** : Les droits humains, notamment les droits économiques, sociaux et culturels sont non négociables, universels et indivisibles, et la société doit fournir le maximum de ressources disponibles afin d’assurer leur mise en œuvre. Les droits à l’égalité, à la vie et aux moyens de subsistance, entre autres, ne peuvent être réduits à des « objectifs de développement » et à des codes de conduite volontaires qui peuvent s’avérer insuffisants, être laissés aux mains du secteur privé, ne pas être respectés ou laissés de côté en raison de circonstances imprévues. En ce sens, il est essentiel de renforcer le statut des droits humains comme étant des obligations juridiques. Suite aux luttes des peuples, les droits humains ont été codifiés dans des traités internationaux et tous les États sont juridiquement liés par au moins un traité relatif aux droits humains, tel que le Pacte international relatif aux DESC qui a été ratifié par 164 États. Les États ont l’obligation juridique de respecter, protéger et mettre en œuvre ces droits, notamment en garantissant des recours efficaces et un accès égal à la justice en cas de violations. De même, ces obligations doivent être respectées en pratique, souvent grâce à l’insistance des individus pour les réclamer.
- **S’interroger sur la moralité des profits dans ce contexte d’inégalité croissante** : Nous sommes dans une société où la recherche du profit justifie la concentration des ressources, la dépossession de millions de personnes, la destruction de l’environnement et la pauvreté qui en résulte, en les présentant comme l’effet des défaillances individuelles et le coût inévitable du « progrès ». Les impôts sont évités et les biens publics sont privatisés pour augmenter les marges bénéficiaires des grandes entreprises et de leurs investisseurs. Parallèlement, les dirigeants des bases qui se mobilisent pour défendre les communautés

¹⁹ Prafulla Samantara, Lok Abhay Shakti, Inde, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

et les droits humains des peuples confrontés à l'inexorable course au profit sont criminalisés et réduits au silence. Ceci représente un déséquilibre fondamental dans les valeurs qui régissent l'architecture économique mondiale et appelle à un effort concerté afin « de diaboliser le profit et le faire devenir un mauvais mot plutôt qu'une noble cause ».²⁰

Promouvoir le leadership des pauvres, des dépossédés et des marginalisés

Au fur et à mesure que les forces économiques influencent les histoires et les dynamiques locales dans leur propre intérêt, elles incitent également des conditions économiques, sociales et environnementales qui obligent les pauvres et les dépossédés à agir. L'inégalité mondiale augmente dans presque tous les pays du monde, plongeant de plus en plus de personnes dans la pauvreté ou rendant leurs moyens de subsistance de plus en plus précaires. Il en est ainsi des travailleurs contraints de travailler trop d'heures ou de tolérer des conditions inhumaines de travail, des travailleurs urbains informels et des travailleurs agricoles (dont 70 pour cent sont des femmes) qui jouent un rôle essentiel pour la sécurité alimentaire, mais qui sont privés de leurs droits à la terre.

Néanmoins, ils ont tous une voix. De fait, les dirigeants des personnes directement affectées par la dépossession, la pauvreté, l'exploitation et la dévastation environnementale, ainsi que ceux qui ont pris l'engagement politique de garantir les droits humains sont essentiels pour que le mouvement mondial en faveur d'un changement social positif ait une chance de réussir. Les preuves généralisées, accessibles et irréfutables démontrant l'existence de la pauvreté au milieu de la richesse mondiale ont renforcé davantage de nombreux nouveaux mouvements dans le monde entier. Ces développements offrent l'opportunité d'effectuer une analyse collective, de présenter des demandes communes relatives aux droits humains et de collaborer par-delà des frontières. Tel qu'il a été énoncé dans les principes généraux du Réseau-DESC, les mouvements sociaux et les communautés politiquement organisées doivent être au centre de l'analyse et de l'action. Les mouvements ont dit clairement, « rien pour nous sans nous ».²¹ Les groupes ayant participé à l'élaboration de cette note conceptuelle ont également souligné le besoin de soutenir les femmes occupant des postes de direction et une plus forte analyse sexospécifique, ainsi que le développement continu de jeunes dirigeants.²²

Articuler des modèles alternatifs

Le cadre des droits humains offre des paramètres potentiels pour des revendications communes et des modèles alternatifs, en commençant par les principes de transparence, de responsabilité et de participation, et, finalement, en insistant sur l'égalité réelle et l'utilisation de toutes les

²⁰ Legborsi Saro Pyagbara, Movement for the Survival of the Ogoni People, Nigeria, Biloxi, Mississippi, du 15 au 19 septembre 2015

²¹ Mzwakhe Mdlalose, Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud, Millerton, NY, 8-11 juin 2016

²² Herman Kumara, NAFSO, Sri Lanka. Millerton, NY, 8-11 juin 2016

ressources disponibles et de la coopération internationale pour la réalisation des droits humains. Sur la base du cadre des droits humains, ces modèles alternatifs pourraient atteindre les objectifs suivants :

- **Affirmer la dignité humaine et le caractère sacré de la vie** : Les droits humains ne sont pas négociables, car toute vie humaine est sacrée et intrinsèquement digne. Des modèles alternatifs devraient idéalement affirmer nos connexions et responsabilités communes envers les générations futures, garantir la durabilité de l'environnement et créer un espace pour l'auto-détermination et la récupération de la liberté. Ils devraient reconnaître le caractère sacré de toutes les formes de vie (des poissons et des cours d'eau à la terre et à l'air). La vie humaine est en interdépendance avec toutes les autres formes de vie.
- **Revendiquer l'égalité réelle comme étant une condition préalable pour aller de l'avant** : Les femmes portent souvent le fardeau de la pauvreté mondiale car les systèmes de patriarcat s'entrecroisent avec et influencent le système économique mondial. Les femmes et les filles se heurtent à des obstacles différents et disproportionnés les empêchant de jouir de leurs DESC, bien que les femmes d'une même société soient traitées différemment en raison de leur classe sociale, leur statut de citoyenneté, leur identité sexuelle, leur race ou d'autres problèmes. Si notre mission est de faire des « droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous », tout en construisant un mouvement capable d'y parvenir, nous devons renforcer l'égalité formelle et réelle, comme étant un élément fondamental de cette mission et de notre mouvement. Les modèles alternatifs doivent donc mettre en avant les droits et les réalités des femmes et des filles dans le monde, en veillant à ce qu'ils soient au cœur de leur construction.
- **Protéger un espace de dissidence et « le droit de revendiquer des droits »** : Face à la croissante criminalisation de la dissidence et à la fermeture des espaces pour l'action civique, il est nécessaire de protéger tous les droits humains. Ces derniers comprennent la liberté de conscience, d'expression, de réunion et d'association, et le droit à une procédure régulière, qui se renforcent mutuellement avec les droits économiques, sociaux et culturels.
- **Envisager un avenir commun** : Cela implique la reconnaissance des injustices historiques et des moyens souvent utilisés par les puissants pour maintenir leur position en semant la peur, les préjugés et les divisions. Il est nécessaire de prêter attention à l'égalité réelle, en veillant à ce que les luttes pour mettre fin à la pauvreté et à la dépossession, mèneront, à terme, au bien-être partagé, à la pleine participation et aux droits pour toutes les personnes, « sans aucune discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, la propriété, la naissance ou tout autre statut », y compris l'orientation sexuelle et

l'identité de genre. Il doit aussi traiter les questions de durabilité écologique, en défendant des responsabilités communes mais différenciées, et en contestant les inégalités au sein et entre les pays.

En fin de compte, « tous les mouvements sociaux du Réseau-DESC réclament la même chose : la fin de la pauvreté et de la violence contre les pauvres et contre ceux qui se battent pour défendre leurs droits ». ²³ Une campagne mondiale pour la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels est susceptible d'unir toutes ces différentes luttes au sein d'un grand effort concerté. Un monde fondé sur le respect de tous les droits humains et qui défende le caractère sacré de toutes les formes de vie est non seulement possible : il est déjà en train d'émerger à travers ces luttes.

Envisager une campagne mondiale

Le Groupe de travail des mouvements sociaux a envisagé la possibilité d'une campagne mondiale, laquelle, développée avec l'ensemble du réseau, mettrait en évidence les différentes actions des mouvements sociaux et insisterait pour qu'elles soient considérées comme faisant partie d'un ensemble interconnecté, un ensemble dans lequel nul ne peut gagner sans l'autre. La victoire dans la lutte pour des emplois décents aux Philippines ne se réalisera que lorsqu'il y aura des logements adéquats en Afrique du Sud, de l'eau potable et abondante dans le golfe du Mexique, et des moyens de subsistance sûrs au Sri Lanka. Autrement, chacune de ces victoires devient un motif pour que les acteurs économiques puissants transfèrent leurs activités ailleurs dans le monde et poursuivent leur quête constante de profit et de croissance au détriment des droits humains et de la durabilité environnementale. En reliant ces luttes, un plan cohérent d'action collective, éventuellement sous la forme d'une campagne mondiale, révélerait non seulement les contradictions de l'économie actuelle et des systèmes politiques connexes, mais permettrait aussi de développer l'analyse et d'élargir le leadership nécessaire pour construire « un mouvement mondial pour que les droits humains et la justice sociale soient une réalité pour tous ».

Une première audience pour cette campagne comprendrait des membres du Réseau-DESC et ses alliés, qui approfondiraient la compréhension des liens entre leurs histoires et se joindraient à une analyse partagée sur les conditions communes qui affectent leurs communautés. Rendre visible les exigences en matière de droits économiques, sociaux et culturels, et les problèmes communs auxquels les communautés sont confrontées, permettrait de briser l'isolement des luttes de base et inviterait d'autres mouvements, communautés et organisations de la société civile à cette campagne, ce qui renforcerait la reconnaissance que : « ton problème est mon problème et ta lutte est ma lutte ». ²⁴ Ces mouvements, ainsi qu'un nombre croissant de luttes alliées,

²³ Ida LeBlanc, National Union for Domestic Employees, Trinidad et Tobago, appel au GTMS, mercredi 17 mars, 2016

²⁴ Herman Kumara, NAFSO, Sri Lanka. Correspondance électronique envoyée le 23 juin 2016

constitueraient une base potentiellement solide sur laquelle des claires revendications de respecter les DESC pourraient être formulées aux gouvernements, tout en exigeant la responsabilité du secteur privé et des acteurs du système économique dans son ensemble, pour leurs violations des droits humains. Une campagne devrait également faire face à la réaction négative des puissants acteurs privés et des responsables gouvernementaux à l'égard des communautés et des individus qui se sont mobilisés pour revendiquer les droits humains, en renforçant leur droit et leur capacité à s'organiser et à agir collectivement pour défendre et réaliser les DESC. Enfin, face à de croissantes conditions économiques et sociales qui menacent le bien-être et même la vie, il existe une volonté marquée de défendre et d'explorer les modèles économiques et sociaux alternatifs qui mettent en œuvre les droits humains.